

S&P épingle Dexia à cause de la Grèce

L'agence financière menace de baisser la note du groupe.



Pour Pierre Mariani, le CEO de Dexia, le groupe a suffisamment de capitaux pour faire face au choc grec.

Même cause, mêmes effets. Après avoir ma-
traqué le titre Crédit Agricole (-2,95% à Paris) lundi suite à l'annonce par S&P d'une dégradation des notes de crédit de la banque française, les investisseurs ont sanctionné Dexia hier. L'action du groupe bancaire franco-belge a terminé dans le rouge (-0,78%) dans un marché haussier. L'agence de notation financière S&P a fait savoir lundi soir après Bourse qu'elle envisageait d'abaisser les notes à long et court termes de Dexia, en raison de son exposition à la Grèce et de craintes liées à son programme de cessions d'actifs. «La détérioration de la solvabilité grecque ajoute une pression négative sur le portefeuille d'actifs de 122 milliards d'euros», dont le groupe souhaite se séparer et qui comprend la majorité des 4,3 milliards d'exposition du groupe à la dette souveraine hellénique, indique S&P. Il ne s'agit pour l'instant que d'un avertissement. L'agence décidera d'ici 3 à 4 semaines s'il y a lieu de dégrader Dexia. Fin mars, la banque avait déjà été avertie par Moody's qui avait fait part de ses inquiétudes concernant la structure de financement du groupe et menacé elle aussi de dégrader sa signature financière. Hier soir, Fitch est venue apporter un son de cloche différent en maintenant la perspective de Dexia à stable. Le 11 mai, lors de la présentation des

résultats trimestriels de Dexia, le CEO Pierre Mariani s'était voulu rassurant sur l'impact de la crise de la dette dans la zone euro sur le groupe.

DETTE : UN RISQUE GÉRABLE
Une éventuelle restructuration de la dette grecque notamment serait «certainement très désagréable» mais «tout à fait absorbable», avait-il jugé. Selon lui, une dévaluation de 25% sur la dette souveraine grecque provoquerait une perte après impôt de 900 millions d'euros. Cela pourrait ramener le ratio de fonds propres (tier

pose de plus de 18 milliards d'euros de fonds propres réglementaires Tier 1 et un peu moins de 10 milliards de capitaux propres IFRS à fin mars 2011», confirme de son côté Christophe Nijdam, analyste chez AlphaValue à Paris. «C'est bien connu. Les marchés détestent l'incertitude. Or depuis plusieurs jours, il y a des signaux contradictoires de la part des autorités européennes par rapport à la dette grecque. Certains représentants plaident pour un rééchelonnement, tandis que d'autres semblent favorables à un 'hair cut' (abandon de créances) et que les derniers

“ Les marchés détestent l'incertitude. La cacophonie européenne autour du sort de la dette grecque a pesé.

one), signe de la solidité financière du groupe, à 12,8% contre 13,4% fin mars, «ce qui laisserait Dexia parmi les groupes européens les mieux capitalisés», avait-il expliqué. Un optimisme qui n'est pas sans rappeler celui de Baudouin Prot, le directeur général de BNP Paribas, pour qui la crise de la dette pourrait avoir un impact «significatif mais limité» sur le groupe. «L'hypothèse d'un abandon de créances, un scénario auquel personnellement je ne crois pas, serait néanmoins tout à fait supportable pour Dexia qui dis-

ne veulent pas entendre parler de quoi que ce soit», ajoute-t-il. Thibaud Rutsaert, analyste chez Degroof, pointe de son côté les récentes déclarations de Dexia qui sous la pression de la Commission européenne a indiqué qu'il utilisera toute opportunité pour accélérer le «deleveraging» (réduction du profil de risque) de son bilan. «Cette accélération soulève des inquiétudes sur les risques liés à la restructuration ainsi que la capacité de Dexia à devenir indépendant du soutien du gouvernement», conclut-il. ■ **K.T.** et **F.Re.**

SUR LE MARCHÉ HYPOTHÉCAIRE AMÉRICAIN NOTAMMENT

Deutsche Bank, cible de nombreux procès des deux côtés de l'Atlantique

RÉCIT

Les mauvaises nouvelles se suivent et se ressemblent pour Deutsche Bank. Le nom de la plus grande privée allemande aurait été ajouté à la liste d'établissements que le procureur général de l'Etat de New York, Eric Schneiderman, souhaite interroger dans son enquête sur la crise des prêts hypothécaires. Le groupe francfortois est dans le collimateur des autorités américaines depuis plusieurs semaines maintenant. En avril, le Sénat à Washington avait étudié les méthodes contestées du géant allemand sur tout un chapitre de son étude sur le marché hypothécaire. Ses commerciaux auraient notamment cherché à vendre à leurs clients des produits dérivés très complexes alors que ses traders investissaient des sommes gigantesques sur la chute probable de ces mêmes produits sur les marchés financiers.

Outre-Atlantique, Deutsche Bank doit également faire face à deux procédures de justice lan-



Leo Kirch accuse la DB d'avoir encouragé la faillite de son groupe de médias.

© Reuters

cées à son encontre. La ville de San Francisco l'accuse ainsi d'avoir expulsé illégalement les résidents de 2000 habitations dont il était l'administrateur judiciaire. Sa filiale, MortgageIT, aurait notamment «accordé sans aucune prudence des prêts hypothécaires en évitant clairement de savoir si les emprunteurs pourraient rembourser leurs traites».

Le ministère fédéral de la justice estime pour sa part que l'établissement allemand a abusé de «mensonges répétés» pour obtenir des garanties publiques contre le défaut de paiement sur des prêts immobiliers. Fermez le banc...

Mais les avocats de «l'empire» dirigé par le suisse Joseph Ackermann n'ont pas seulement des af-

faire à gérer aux Etats-Unis.

En Allemagne même, Deutsche Bank n'a toujours pas réglé son lourd contentieux avec Leo Kirch. L'ancien magnat des médias accuse son banquier d'avoir encouragé la faillite de son groupe afin de décrocher le contrat de conseil sur son morcellement et sa revente par appartements.

Lancé en novembre 2008, ce procès, dans lequel devrait témoigner de nombreuses personnalités dont l'ancien Chancelier fédéral Gerhard Schroeder, a fait les gros titres des journaux allemands la semaine dernière suite à la déposition, jeudi 19 mai, devant le parquet de Munich du PDG du groupe, Ackermann, et de son prédécesseur, Rolf Breuer. L'actuel et le précédent président du conseil de surveillance de l'établissement avaient également fait le déplacement dans la capitale bavaroise. Deutsche Bank risque, il est vrai, très gros dans cette affaire puisque l'octogénaire Leo Kirch, exige le versement d'indemnités pour un montant total de... 3,3 milliards d'euros. ■

Frédéric Therin à Munich

PUBLICITÉ

PERSONAL BANKING

La gestion de votre patrimoine mérite un dialogue rapproché



La gestion de votre patrimoine mérite un dialogue rapproché avec un vrai banquier qui connaît intimement vos besoins et ceux de votre famille : votre Personal Banker CBC. Formé et expérimenté, il dispose, grâce à sa polyvalence, de tous les atouts pour optimiser votre patrimoine privé.

Vous bénéficiez d'une relation privilégiée, en toute confiance.



Marque de confiance

CBC Banque & Assurance. Société du groupe KBC.

0800 915 15 - www.cbc.be/personal

Victoire pour la banque Van Breda sur ABK

La banque Van Breda a remporté une bataille décisive dans la guerre pour la reprise d'Antwerps Beroepskrediet (ABK), ouverte fin de l'an dernier. Elle a en effet annoncé à la FSMA, le gendarme des marchés financiers, qu'elle avait acquis les 90.000 actions A d'ABK.

Il s'agit en fait des actions que possédaient les associés d'ABK, actions qu'ils s'étaient engagés à apporter à la banque Van Breda lorsqu'elle a lancé une contre-offre amicale sur ABK, en riposte à l'offre initiale du groupe français

Crédit Mutuel du Nord Europe, actif en Belgique via l'enseigne BKCP. Mais l'offre de Van Breda se monte à 490 euros par action, alors qu'entretiens, CMNE a décidé de renchérir et d'offrir 540 euros par action. La question se posait donc de savoir si les associés d'ABK allaient tout de même honorer leur accord avec la banque Van Breda.

Ils l'ont fait, et la banque Van Breda possède désormais 40,80 % des actions et 87,33 % des droits de vote d'ABK. Aucune précision, par contre, n'a été don-

née sur le solde du capital. «L'offre de banque Van Breda court toujours», précise Jan Suykens, membre du comité exécutif d'AvH, actionnaire à 75 % de la banque Van Breda.

Reste maintenant à voir quelle stratégie va adopter le Crédit Mutuel du Nord, dont le prospectus est toujours en cours d'approbation à la FSMA. Il peut maintenir son offre, avec comme perspective de se retrouver, au mieux, avec 12 et quelques pourcents des droits de vote. Il peut aussi la retirer. ■ **C.Sf.**